

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia

P. O. Box 3243

Telephone: 5517 700

Fax: 5517844

Website: www.au.int

SC23935 – 38/15/24

CONFÉRENCE DE L'UNION AFRICAINE

Trente-deuxième session ordinaire

10-11 février 2019

Addis-Abeba (Éthiopie)

Assembly/AU/15(XXXII)

Original: anglais

**RAPPORT DE SA MAJESTÉ LETSIE III, ROI DE LESOTHO ET
LEADER POUR LA QUESTION DE NUTRITION**

RAPPORT DE SA MAJESTÉ LETSIE III, ROI DE LESOTHO ET LEADER POUR LA QUESTION DE NUTRITION

**Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,**

1. En tant que Leader désigné de l'Union africaine pour la promotion de la nutrition, depuis 2014, permettez-moi de vous présenter le rapport sommaire des activités que j'ai menées et des progrès que j'ai accomplis en assumant ce rôle, conformément à la Déclaration de Malabo sur la sécurité nutritionnelle pour la croissance économique inclusive et le développement durable en Afrique (Assembly / AU / Decl.4 (XXIII), approuvée en juin (2014) à Malabo (Guinée équatoriale). Les États membres de l'Union africaine se sont engagés à Malabo à accélérer les efforts visant à éradiquer la faim et à réduire le retard de croissance des enfants à 10% et l'insuffisance pondérale à 5% d'ici à 2025.

2. Le présent rapport sommaire porte essentiellement sur les activités que j'ai menées depuis l'approbation par le Département des affaires sociales de l'Union africaine du Plan de travail de l'Union africaine sur la nutrition pour la période 2017-2019 (document approuvé par la Conférence (Assembly/ AU/ Déc.589 (XXVI), qui correspond à la durée de mon mandat (2017 à 2019).

Activités au niveau continental,

- a) Au niveau continental, l'Initiative des dirigeants africains pour la Nutrition (ALN) a été lancée par le Premier Ministre du Royaume du Lesotho, S.E.M. Motsoahae Thomas lors d'une manifestation parallèle à la trentième session ordinaire de la Conférence en janvier 2018 à Addis-Abeba. L'initiative, qui a ensuite été approuvée par la trentième session ordinaire de la Conférence (Assembly / AU / Decl.681. (XXX), est une initiative conjointe de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement. Il s'agit d'une plate-forme pour un engagement politique de haut niveau visant à faire progresser la nutrition en Afrique. L'initiative porte une attention particulière sur les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant et vise à encourager et à générer des investissements novateurs en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire et à jeter les bases d'un capital humain productif en Afrique.
- b) A la suite d'un intense processus de consultations, l'élaboration d'une fiche continentale d'évaluation et de résultats en matière de nutrition en Afrique a été lancée, en étroite collaboration avec les dirigeants africains pour la nutrition. La fiche d'évaluation et de résultats est destinée à améliorer l'obligation redditionnelle en matière de nutrition. Elle servira également d'outil de plaidoyer en faveur de la nutrition sur tout le continent. Cette Fiche d'évaluation et de résultats devrait permettre de mieux suivre les progrès accomplis par les États membres de l'Union africaine dans le domaine de la nutrition et de donner un aperçu général de l'état d'avancement de la mise en œuvre, en Afrique, des objectifs nutritionnels mondiaux et continentaux.

- c) En septembre 2018, j'ai reçu une mission de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement, venue au Royaume du Lesotho pour m'informer des propositions de domaines de collaboration entre les dirigeants africains pour la nutrition, la Commission de l'Union africaine et moi-même en tant que Leader désigné de l'Union africaine pour la promotion de la nutrition. Nous avons discuté des principaux domaines de collaboration et d'un projet de plan de travail pour 2019, qui m'a été présenté. Les activités essentielles pour 2019 comprennent ma participation aux réunions annuelles consacrées au développement de l'Afrique, notamment les réunions de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD, juin et août 2019 respectivement).
- d) J'ai effectué des visites dans trois États membres de l'Union, à savoir la République démocratique fédérale d'Éthiopie, la République du Malawi et la République de Gambie, en ma qualité de Leader désigné de l'Union africaine pour la nutrition et d'Ambassadeur de la FAO pour la nutrition. Dans ces trois pays, j'ai rencontré des hauts responsables gouvernementaux, des acteurs concernés par la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture, en particulier des membres du Parlement, des ONG, des partenaires au développement, ainsi que des représentants des Nations Unies. J'ai encouragé tous ces acteurs à adopter des approches multisectorielles et une plus grande coordination en matière de nutrition. Ma visite au Malawi a porté sur le renforcement de la résilience, tandis que celle en Éthiopie visait à promouvoir l'importance primordiale d'éradiquer la malnutrition par des systèmes agroalimentaires qui tiennent compte de la problématique nutritionnelle. Enfin, en Gambie, ma visite a été consacrée aux programmes nationaux de nutrition qui contribuent à éliminer la pauvreté extrême et la faim dans les pays les moins avancés.
- e) J'ai également eu des rencontres avec le Président de la Commission de l'Union africaine et certains Commissaires, au cours desquelles nous avons discuté du fait que dans certaines régions d'Afrique, l'insécurité alimentaire était la plus élevée du monde. On estime à 220 millions le nombre de personnes sous-alimentées et la nature du problème évolue rapidement avec la surcharge pondérale et l'obésité, qui deviennent de nouvelles formes de malnutrition dans la région. Nous avons discuté des efforts déployés, aux niveaux mondial et continental, pour éliminer la faim et la malnutrition en Afrique.
- f) Je me réjouis dès lors d'annoncer que 14 États membres ont achevé leur Étude sur le coût de la faim en Afrique (CDFA) et qu'un atelier a été organisé en novembre 2018 grâce à la collaboration de l'Union africaine, du Programme alimentaire mondial et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). L'objet de cet atelier était d'examiner et d'analyser les conclusions des études CDFA entreprises et d'élaborer un plan d'intervention pour aider les pays à atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration de Malabo, à savoir réduire le retard de croissance des enfants à 10% et la prévalence de l'insuffisance pondérale à 5% d'ici à 2025. Les recommandations de cet atelier seront mises à la disposition des États membres selon la procédure établie.

Activités au niveau international

- a) Au niveau international, j'ai participé à plusieurs événements qui m'ont donné l'occasion de plaider en faveur de la nutrition. En octobre 2018, j'ai participé à la réunion de haut niveau organisée à Rome à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation. Cette réunion m'a permis de rencontrer des chefs d'État et des représentants d'agences basées à Rome pour discuter des efforts déployés en vue de réaliser l'objectif « faim zéro » d'ici à 2030. Ces événements qui ont regroupé des représentants de haut niveau du secteur privé et de la société civile, ont porté sur des sujets interdépendants tels que le changement climatique, les conflits, les migrations, la pauvreté et le double fardeau de la faim et de l'obésité.
- b) Au cours du même mois, j'ai également assisté aux assemblées annuelles de la Banque mondiale au cours desquelles cette institution a lancé son nouveau projet sur le capital humain qui souligne la nécessité d'un financement accru et plus efficace du développement du capital humain par le biais de la sensibilisation, de l'analyse et de la prestation de services. J'ai été nommé pour défendre le projet de développement du capital humain de la Banque mondiale, un rôle qui me permettra de renforcer le lien évident qui existe entre la sécurité nutritionnelle et le développement du capital humain.
- c) En novembre 2018, j'ai pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture du sommet mondial 2018 de la Kellogg Fellows Leadership Alliance sur la sécurité alimentaire et les communautés équitables. L'événement a porté surtout sur "la façon dont nos communautés peuvent mieux s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition dans un monde d'abondance? Et comment mettre en pratique les compétences, les diverses expériences et la passion pour la justice sociale, au niveau local, pour élaborer des stratégies mondiales efficaces?"

Activités au niveau régional

3. En octobre 2018, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a organisé un forum de haut niveau sur la nutrition du jeune enfant en Afrique australe, en particulier sur la nutrition et l'éducation préscolaire. L'événement visait à promouvoir les investissements pour accélérer les mesures prises par les gouvernements et les partenaires pour améliorer la nutrition de la petite enfance en Afrique australe. Ce forum a également encouragé les gouvernements et les partenaires au développement à investir dans des programmes de nutrition afin de veiller à ce que les problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition soient promus pour une vie plus saine pour tous.

Royaume du Lesotho

4. Permettez-moi d'insister sur quelques activités qui ont également eu lieu au Royaume du Lesotho. En mars 2018, le Royaume du Lesotho, en partenariat avec les Nations Unies, a publié le rapport d'examen stratégique national « faim zéro » à

Maseru. Cet examen vise à faire le point de la situation alimentaire et nutritionnelle au Lesotho, à consolider les progrès accomplis jusqu'ici dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux d'alimentation et de nutrition, à relever les lacunes dans les mesures de lutte et à proposer les actions prioritaires nécessaires pour accélérer le rythme pour atteindre l'objectif faim zéro au Lesotho d'ici 2030.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,**

5. Alors que nous entamons l'année sous le thème des «*Réfugiés, rapatriés et personnes déplacées internes: vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique*», permettez-moi de souligner que les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées internes sont des populations vulnérables qu'il faut prendre en compte. Les données disponibles indiquent que les personnes réfugiés, rapatriés et déplacées internes peuvent passer jusqu'à 20 ans ou plus dans ces situations, une période correspondant aux années les plus importantes et les plus formatrices du cycle de la vie humaine.

6. Permettez-moi d'exprimer ma reconnaissance à S.E. M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission, pour son rôle de premier plan dans l'appui aux efforts visant à résoudre les problèmes de nutrition dans les zones de conflit et à répondre aux besoins humanitaires. En témoigne sa généreuse contribution de 100 000 dollars EU au Soudan du Sud, en 2017, pour lutter contre le fléau de la malnutrition chez les enfants.

7. Je demande donc instamment que des mesures, des lois appropriées et des investissements accrus soient envisagés sur le plan politique et au niveau communautaire, en associant le secteur privé, des partenariats plus solides et une responsabilisation accrue, qui soit inclusive et qui ne laisse personne pour compte, en particulier les plus vulnérables, les réfugiés, les rapatriés et les déplacés internes.

8. Je vous remercie de votre attention

PROJET

DÉCISION SUR LA FICHE D'ÉVALUATION ET DE RÉSULTATS DES INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE NUTRITION EN AFRIQUE

Doc. Assembly/AU/15(XXXII)

Nous, chefs d'État africains, réunis à l'occasion de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, les 8 et 9 février 2019 à Addis-Abeba, souscrivons au lancement d'un tableau d'indicateurs de l'état nutritionnel en Afrique afin de multiplier nos efforts de lutte contre la malnutrition, sous toutes ses formes, en collaboration avec l'ensemble des partenaires au développement.

1. **RAPPELONS** la Déclaration sur la sécurité nutritionnelle pour une croissance économique inclusive et un développement durable en Afrique (Assembly / AU / Decl.4 (XXIII)); la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie (Assembly/AU/ Decl.1 (XXIII)); ainsi que l'adoption de l'Initiative des dirigeants africains pour la nutrition (Assembly / AU / Dec.681);
2. **RÉAFFIRMONS** nos engagements vis-à-vis des trois principaux groupes d'objectifs consensuels mondiaux et continentaux sur la nutrition: les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé, les objectifs de la Déclaration de Malabo et les objectifs de développement durable (ODD2);
3. **FÉLICITONS** les États membres qui ont progressé dans la lutte contre le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans et **ENCOURAGEONS** les autres États membres à redoubler d'efforts;
4. **CONSCIENTS** que la sécurité alimentaire sans une nutrition améliorée des populations ne produira pas les effets socio-économiques attendus; et Étant donné que le nombre de personnes touchées par la faim et la malnutrition s'est accru ces dernières années sur le seul continent africain;
5. **APPROUVONS** le lancement par la Commission de l'Union africaine en collaboration avec la Banque africaine de développement de la Fiche annuelle d'évaluation et de résultats visant à améliorer l'obligation redditionnelle en matière de nutrition en Afrique (tel que stipulé dans la note conceptuelle) pour promouvoir les investissements durables en faveur de la nutrition. Cette Fiche d'évaluation et de résultats mettra en évidence les progrès réalisés par chaque pays et fournira une vue d'ensemble des progrès accomplis, au niveau continental, dans la réalisation des objectifs convenus aux plans continental et mondial;
6. **SOULIGNONS** que les indicateurs multisectoriels, la capacité de collecte et d'analyse de données et la responsabilisation sectorielle en matière de nutrition doivent être améliorés dans les pays afin de contribuer à une surveillance plus efficace de la nutrition;

7. **PRENONS NOTE** du fait que le tableau d'indicateurs nutritionnels utilisera des données tirées du rapport mondial sur la nutrition, et des estimations de la Banque mondiale et de l'UNICEF validées au niveau des pays, pour mesurer les progrès réalisés dans les interventions sur les besoins spécifiques et sensibles en matière de nutrition au niveau continental;
8. **DEMANDONS** à la Commission de l'Union africaine d'inscrire chaque année, en marge du Sommet de l'UA, la Fiche d'évaluation et de résultats de la nutrition mise à jour par le Secrétariat de l'Initiative des dirigeants africains pour la nutrition;
9. **RECOMMANDONS** aux chefs d'État africains de redoubler d'efforts pour investir davantage, rapidement et plus efficacement, dans l'amélioration des politiques et des interventions en matière de nutrition grâce à une approche nationale multisectorielle à l'horizon 2025, et en mettant l'accent notamment sur les 1000 premiers jours de la vie des enfants, seule chance de leur éviter des dommages physiques et mentaux irréversibles au-delà de 2 ans;
10. **RECOMMANDONS ÉGALEMENT** aux « leaders désignés » de poursuivre le dialogue avec les gouvernements et les dirigeants africains sur des engagements financiers nouveaux et durables en faveur de la nutrition, au moyen de politiques et de programmes fondés sur des données factuelles, afin de renforcer le capital humain et de générer des retombées socio-économique sur le continent;
11. **RECOMMANDONS EN OUTRE** aux chefs d'État africains de charger les organes de décision de leur gouvernement de tenir effectivement compte des recommandations de la réunion de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence à Addis-Abeba consacrée à la Fiche d'évaluation et de résultats sur la nutrition;
12. **AUTORISONS** le Secrétariat de l'Initiative des dirigeants africains pour la nutrition à mettre définitivement au point la Fiche d'évaluation et de résultats en tenant compte des diverses recommandations issues de la réunion sur ladite Fiche à la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine à Addis-Abeba;
13. **AUTORISONS ÉGALEMENT** le Secrétariat de l'Initiative des dirigeants africains pour la nutrition à renforcer les capacités des gouvernements à mettre en œuvre les fiches nationales d'évaluation et de résultats en tenant compte des spécificités de chaque pays;
14. **AUTORISONS EN OUTRE** le Secrétariat de l'Initiative des dirigeants africains pour la nutrition à déployer la Fiche continentale d'évaluation et de résultats sur la nutrition auprès des gouvernements et des parties prenantes pour leur permettre de la consulter, de mieux la comprendre et de se l'approprier.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Assembly Collection

2019-02-10

Report of H.M. Letsie III, King of Lesotho and Champion on Nutrition

African Union

African Union

<https://archives.au.int/handle/123456789/8000>

Downloaded from African Union Common Repository